



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 3, numéro 7
Juillet-Décembre 2020
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

**DE LA MONTEE GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE DE LA CHINE EN
AFRIQUE DE 2008 A 2012**

Tabitha TABALA BUKUMBA

Assistante de Deuxième mandat à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC et
Doctorante en Relations Internationales à l'Institut des Sciences Sociales-Université de Selçuk
(Turquie)

RESUME

Cet article propose d'analyser les relations sino-africaines sous une optique géopolitique et géoéconomique. Il en ressort que la Chine est l'un des principaux acteurs géopolitiques qui émerge dans le continent africain et remet, de ce fait, en cause les équilibres stratégiques de la région. Ce processus d'ajustement géopolitique fait montre la perte, bien que lente, de stabilité hégémonique occidentale au profit du monde asiatique et la Chine en tête.

Mots-clés : Afrique, Chine, Politique étrangère, Diplomatie, Migration.

SUMMARY

This article proposes to analyze Sino-African relations from the perspective of geopolitics and geoeconomics. It follows that China is one of the main geopolitical players emerging on the African continent and, on this occasion, calls into question the strategic balances of the region. This process of geopolitical adjustment shows the loss, albeit slow, of the hegemonic stability of the Western world to the benefit of the Asian world and China at the top of the list.

Keyword : Africa, China, Foreign Policy, Diplomacy, Migration.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique a constitué l'un des piliers de la stratégie d'influence chinoise dans les négociations internationales. La présence de l'Etat chinois est attestée, dans la plupart des pays africains, depuis la vague d'indépendances des années 1960. Elle a contribué à lui permettre de remplacer Taïwan au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Mais depuis quinze ans, les entrepreneurs succédant aux diplomates, les entreprises chinoises sont devenues vraiment actives en Afrique, avec la politique de Go Abroad initiée par Deng Xiao Ping dans les années 1970. En une douzaine d'années, le commerce sino-africain a été multiplié par vingt, de 10 milliards de dollars en 2000 à plus de 200 milliards en 2013.¹

Il s'agit bien d'un flux bilatéral puisque, depuis 2012, la Chine est aussi la première destination des exportations africaines. L'approche géostratégique de la présence chinoise en Afrique ne permet pas non plus de rendre compte des dynamiques infra-étatiques. Pour mettre en évidence cette dimension, quelques chercheurs, souvent anthropologues, se sont intéressés aux commerçants chinois en Afrique d'abord, puis aux commerçants africains en Chine.²

S'appuyant sur de longues enquêtes de terrain, ces travaux se concentrent sur les parcours migratoires, les profils sociologiques de ces commerçants de produits chinois, laissant à d'autres le soin d'analyser l'évolution de la diplomatie africaine de la Chine. Il existe aujourd'hui de

¹ DOWNS E., « The Fact and Fiction of Sino-African Energy Relations », dans *China Security*, Vol. 3, n°03, 2007.

² BOURDARIAS F., « Migrants chinois au Mali : une pluralité de mondes sociaux », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°01, 2009, pp. 7-24 ; DOBLER G., « Chinese Shops and the Formation of a Chinese Expatriate Community in Namibia », dans *The China Quarterly*, vol. 199, septembre 2009, pp. 707-727 ; HAUGEN H. et CARLING J., « On the Edge of the Chinese Diaspora: The Surge of Baihuo Business in an African City », dans *Ethnic and Racial Studies*, vol. 28, n°4, 2005, pp. 639-662 ; JUNG PARK Y. et YING CHEN A., « Recent Chinese Migrants in Small Towns of PostApartheid South Africa », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°1, 2009, pp. 25-44 ; MA-MUNG E., « Le prolétaire, le commerçant et la diaspora », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°01, 2009, pp. 97-118.

nombreuses études portant sur les « boutiques chinoises » dans les grandes villes africaines ou sur l'émergence de « comptoirs » africains en Chine.³

A présent, dans une ère où les interactions se multiplient, la République Populaire de Chine est devenue le centre d'attention de tous les grands acteurs politiques internationaux grâce à son développement miraculeux dans plusieurs domaines. Finalement, la croissance économique ayant désormais émigré en Asie au 21^e siècle, nous avons assisté à la remontée spectaculaire de l'Empire du Milieu qui rêve de retrouver sa place d'antan de leader dans les affaires mondiales. Pour atteindre cet objectif, les Chinois ne se sont pas contentés d'ouvrir leurs frontières. Ils ont envoyé des ambassadeurs à travers le monde. Dans le cadre de cet article, nous nous appesantirons sur le cas de l'Afrique.

En une décennie, les Occidentaux, pourtant maîtres du navire, ont dû progressivement troquer leur chapeau de capitaine contre celui de passager. La Chine est maintenant aux commandes de plusieurs échanges avec les partenaires africains. Un retour sur le sol qu'ils avaient jadis foulé (les expéditions de Zheng He de 1405 à 1433) avec une nouvelle diplomatie obéissant à des critères spécifiques. C'est à partir de ce moment qu'a ressurgi le spectre du néocolonialisme.

En effet, plusieurs voix parmi les anciens colonisateurs de l'Afrique se sont élevées pour accuser le géant asiatique de piller leurs colonies passées, de favoriser la pérennité des gouvernements oligarchiques et corrompus, de miner les efforts accomplis au niveau des droits de l'homme et d'endetter un continent qui peine déjà à se développer. Toutes ces préoccupations ont donc dessiné de nouvelles pistes pour les chercheurs. A ce propos, nous distinguons deux principaux facteurs. Celle qui affirme que la présence

³ LE BAIL H., *Les grandes villes chinoises comme espace d'immigration internationale : le cas des entrepreneurs africains*, IFRI, Asie Vision, n°19, Paris, août 2009, p. 26 ; YANG Y., « African Traders in Guangzhou, China: Routes, Reasons, Profits, Dreams », Conférence Honk Kong Anthropological Society, 2011, disponible sur <http://www.cuhk.edu.hk/ant/PostgraduateForum2011/Econ/YANGYang.pdf> ; BERTONCELLO B. et BREDELOUP S., « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine », dans *Critique internationale*, n°44, 2009, pp. 105-121.

chinoise constitue un danger et celle qui considère qu'elle est bénéfique pour l'Afrique.

Conséquemment, une pléthore de travaux et d'ouvrages sur la politique étrangère et la diplomatie chinoise a vu le jour. Pékin de sa présence en Afrique. Avec ça politique étrangère chinoise a été très longtemps guidée par les intérêts commerciaux et économiques, notamment avec le soutien des activités chinoises dans de nombreux pays d'Afrique, avec une volonté de ne pas s'impliquer dans les questions de sécurité.

Evidemment, il y a eu des exceptions dans le passé, pendant la Guerre Froide pour des raisons géopolitiques. De nombreux experts ont récemment qualifiée la politique étrangère chinoise comme une politique d'immigration à long terme. C'est dans cette optique que nous avons voulu nous pencher sur ce point qui soulève d'importantes questions de recherche. La migration ne serait-elle pas au contraire ravivée par la politique étrangère africaine de la Chine en ce 21^e siècle ? Plutôt que de soutenir les croyances populaires et de sauter à des conclusions hâtives et erronées, notre étude se propose d'exploiter les relations historique, Une analyse qui commencera par évaluer sur l'aspect historique, puis s'étendra sur deux variables en relation avec le soft -power et la présence chinoises est-elle voue à durée en Afrique ?

I. ASPECT HISTORIQUE

L'intérêt de la Chine pour l'Afrique remonte à l'époque des indépendances, dans les années 1950 et 1960.⁴ La construction d'un chemin de fer en Tanzanie a été le premier grand projet réalisé au sud du Sahara par les Chinois. A l'époque, l'ancienne puissance coloniale britannique n'avait pas voulu le financer. La Chine, elle, n'avait pas d'argent. Elle était attirée par l'Afrique d'abord et avant tout pour des raisons politiques.

⁴ Disponible sur www.politiqueinternationale.com/revue/print_article.php?id=1143&id_revue=137&content=texte.

Après la brouille entre Nikita Khrouchtchev et Mao Tsé-toung en 1960, Pékin s'est mis en quête d'alliés sur le continent noir. Alors que Moscou était en pleine déstalinisation et contestait ce qu'il était convenu d'appeler la « voie chinoise vers le socialisme », Pékin a décidé de soutenir les mouvements de libération nationale et des leaders de gauche comme Julius Nyerere en Tanzanie ou Kwame Nkrumah au Ghana. Ce soutien s'est opéré sur des bases idéologiques. Il a bénéficié aux mouvements les plus clairement marxistes-léninistes : le Congrès Panafricain (PAC) en Afrique du Sud, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) ou encore le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO).

Dans les années 1970, plusieurs cadres de ces mouvements ont reçu un entraînement militaire en Chine. Depuis une quinzaine d'années, à la suite de l'accroissement rapide des investissements chinois en Afrique et de l'explosion de la valeur des échanges commerciaux, le nombre d'articles de presse puis de travaux académiques consacrés à la présence chinoise en Afrique a lui aussi littéralement explosé.

Dans un premier temps, ces différents travaux ont souligné l'exceptionnalité de cette présence. Et l'explication dominante peut se résumer ainsi : des intérêts stratégiques liés au développement de la Chine ont poussé le gouvernement chinois à promulguer des politiques qui ont conduit à la croissance des investissements et au renforcement de la coopération de la Chine en Afrique. Le terme de « colonisation » utilisé parfois dans les médias, et avec un point d'interrogation dans certains travaux de recherche, rend bien compte, au-delà de son très lourd passif, de l'idée selon laquelle la présence chinoise en Afrique est non seulement organisée, mais également le fruit d'une seule rationalité économique.⁵

En reprenant et simplifiant l'argument des théories marxistes de l'impérialisme, ces écrits affirment comme une évidence que ce sont les besoins en matières premières nécessaires pour son développement économique qui poussent la Chine dans cette « aventure africaine ». La

⁵ BLAIR D., « Why China is Trying to Colonise Africa », dans *The Telegraph*, 31 août 2007 ; JOHNSON S., « Angola à l'heure de la colonisation chinoise », dans *Courrier international*, 16 juin 2011.

relative simultanéité entre le moment où la Chine est devenue importatrice de pétrole et le début de l'internationalisation de « ses » multinationales sert d'argument irréfutable pour construire l'exceptionnalité de l'« offensive chinoise⁶ » en Afrique. Mais quelles ont été les conséquences de cette « offensive » ?

Aujourd'hui, alors que l'effet de nouveauté s'amenuise, il est possible d'en relativiser l'importance. En effet, l'afflux de multinationales chinoises dans le domaine de la construction, ainsi que dans les secteurs pétrolier, minier ou forestier a surtout bousculé des grands groupes internationaux qui pensaient avoir sécurisé leur environnement économique.

En Afrique de l'Ouest, par exemple, ces nouveaux acteurs n'entrent que très rarement en concurrence avec des entreprises locales, mais ils contribuent à la création de nouveaux emplois peu qualifiés. Ils augmentent la concurrence sur le terrain des appels d'offre, ce qui génère une réduction des marges bénéficiaires des entreprises actives dans le secteur des matières premières. Pour les Etats africains, en revanche, cette nouvelle concurrence contribue à une hausse de leurs revenus.

Il arrive que la diplomatie chinoise intervienne pour soutenir la signature d'un très gros contrat par une entreprise nationale. Mais cette pratique, qui n'est pas toujours couronnée de succès, n'est pas spécifique à la diplomatie chinoise. Si elle n'est pas non plus spécifique aux Etats africains, elle renvoie néanmoins à un mode de fonctionnement particulier au sein de ces derniers : l'exploitation de certaines matières premières faisant partie du « domaine réservé » du Président, c'est à ce niveau que s'opèrent les négociations.⁷ Les boutiques ou les restaurants chinois s'insèrent quant à eux dans des secteurs où des commerçants aux origines diverses sont présents depuis longtemps. Aux Libanais, Syriens, Grecs, Français, Belges, ou Indo-Pakistanaïes s'ajoutent aujourd'hui des commerçants chinois.

⁶ RICHER P., *L'Offensive chinoise en Afrique*, Karthala, Paris, 2008.

⁷ DITTGEN R., « New Development Cycle through Long-Term Investment? China and the Bélinga Project in Gabon », dans *EchoGéo*, n° 17, juin-août 2011, pp. 1-18.

Si leur présence étonne et entre en concurrence avec certains, il en faudrait davantage pour bouleverser l'économie politique des pays concernés. Et c'est d'autant plus vrai que, en raison de leur prix bas, les produits chinois s'adressent à une clientèle qui n'avait pas accès à ce type de produits avant leur arrivée.

Si l'on reprend la définition de la coopération par le Comité d'aide au développement de (l'OCDE)⁸, dont la Chine n'est pas membre, l'aide chinoise reste financièrement limitée à des projets ciblés dans les domaines de la santé (comme l'envoi d'équipes médicales), de la formation agricole ou de l'enseignement supérieur, avec l'octroi de bourses pour des universités chinoises. Seule une petite partie des projets d'infrastructure relève directement de l'aide. Leur grande majorité a en effet été financée par des prêts commerciaux aux prix du marché ou à des taux très légèrement préférentiels. Dès lors, la coopération chinoise n'a pas non plus bouleversé de manière significative ce domaine d'activité.

Pourtant, même si la présence chinoise en Afrique n'a pas tout bouleversé sur son passage, son étude n'en demeure pas moins très riche à plus d'un titre.

L'hypothèse développée dans cet article est que la croissance des investissements chinois en Afrique et l'augmentation substantielle des relations économiques entre la Chine et l'Afrique n'ont pas profondément transformé les économies politiques des Etats africains. Loin de constituer une rupture, les relations et les réseaux économiques au cœur de cette recherche s'inscrivent dans de longues trajectoires historiques marquées par l'extraversion.⁹

⁸ Disponible sur

<http://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm#Definition>. Pour une évaluation des montants de l'aide chinoise, voir STRANGE A. et al., « China's Development Finance to Africa : A Media-Based Approach to Data Collection », Center for Global Development, dans *Working Paper*, n°323, Washington DC, avril 2013.

⁹ HIBOU B., *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Karthala, Paris, 1996.

La perception des travailleurs chinois se sont progressivement inversée, et les coolies chinois, d'auxiliaires essentiels à la « mise en valeur » des colonies, en vinrent à être perçus comme un danger. Une étude menée par le Marquis de Fleury pour le compte du Congrès Colonial français en 1904 notait ainsi que : « Les migrants chinois ne doivent pas être admis dans les colonies africaines françaises parce qu'il est impossible de les intégrer et parce que le colon français risque d'être évincé par eux ».¹⁰

Au début du XXe siècle, les importations organisées de main d'œuvre asiatique disparurent ainsi progressivement, mais, comme le montre Cornelia Tremann, l'histoire de cette migration et des communautés sino-africaines qui se sont formées dans son sillage est essentielle à la compréhension des dynamiques actuelles de la présence chinoise dans certaines parties du continent africain. A cela, on peut se poser la question de savoir : par quel pouvoir la chine utilise pour s'étendre en Afrique ?

II. LE SOFT- POWER CHINOIS EN AFRIQUE

La Chine, sa formidable réémergence et ses engagements pour un partenariat gagnant-gagnant avec l'Afrique, est l'une des raisons du début de l'Afrique Renaissance. En 2012, il est nommé Premier Ministre éthiopien.¹¹ Nous voulons que les Chinois partent et que les anciens dirigeants coloniaux reviennent... au moins ils avaient bien pris soin de nous. Les Chinois ne sont là que pour nous exploiter. Michael Sata, alors leader de l'opposition zambienne et ancien Zambien Président.¹²

¹⁰ DAVIRON B., « Mobilizing the African Native Agriculture », Communication au Congress in World and Global History, Dresde, juillet 2008, p. 10 ; voir aussi du même auteur: « Mobilizing Labour in African Agriculture: the Role of the International Colonial Institute in the Elaboration of a Standard of Colonial Administration, 1895-1930 », dans *Journal of Global History*, vol. 5, n°3, 2010, pp. 479-501.

¹¹ Speech at the opening of the African Union headquarters, WILLIAM W.S., « China Puts Space-age Seal on African Role », dans *Financial Times*, 31 janvier 2012, disponible sur <https://www.ft.com/content/86cbd2ba4b60-11e1-a325-00144feabdc0?Mhqe>.

¹² Anonyme, « Comments made in 2007 while Michael Sata was leader of the opposition party Patriotic Front, See Telegraph », 29 octobre 2014, disponible sur <http://www.telegraph.co.uk/news/obituaries/11195960/Michael-Sata-obituary.html>.

Le Soft power, le pouvoir d'attirer et de co-opérer est une composante essentielle du pouvoir au vingt-et-unième siècle.¹³ Joseph Nye a identifié l'attraction culturelle, l'idéologie et les institutions internationales comme les ressources clés du soft power. Par la manœuvre du commerce, de l'aide et de l'investissement, la Chine espère conquérir les citoyens et les dirigeants africains, et ainsi améliorer son influence sur le continent.¹⁴ Bien que la culture, les valeurs et les institutions soient généralement considérées comme les principaux instruments du soft power, les opinions africaines sur la Chine sont principalement motivées par les activités économiques de la Chine, rendant l'aide, le commerce et l'investissement fondamentaux pour les efforts chinois visant à construire un soft power sur le continent.¹⁵

La caractéristique du modèle de développement chinois est l'intérêt porté à l'Afrique : « La Chine a besoin de l'Afrique » disait Liu Jianchao alors porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.¹⁶ Normalement, depuis le XVIIe Congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) en 2007, la stratégie de *soft power* : du gagnant-gagnant s'est lentement mise en place et est devenue primordiale après l'arrivée au pouvoir du tandem Hu Jintao–Wen Jiabao en 2002.

A l'heure où une cinquième génération de dirigeants chinois s'apprêtait à prendre le relais consécutivement au Congrès du PCC de 2012, et rapidement lancer de nouvelles orientations stratégiques, que certains observateurs qualifiaient de « consensus de Pékin¹⁷ », il s'avérait nécessaire de dresser un bilan du *soft power* et de s'interroger à la fois sur la reconstruction en Chine de ce concept né aux Etats-Unis et la manière dont il

¹³ NYE J.S., « Soft power », dans *Foreign Policy*, n°80, pp. 153–171.

¹⁴ LIANG W., « China's soft power in Africa: Is economic power sufficient ? », dans *Asian Perspective*, n°36, 2012, pp. 667–692.

¹⁵ HANAUER L. et MORRIS L. J., Chinese engagement in Africa: Drivers, reactions, and implications for U.S. policy, Rand Corporation, 2014, disponible sur http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR500/RR521/RAND_RR521.pdf.

¹⁶ MORISSON J.S., *Assessing China's growing influence in Africa*, World Security Institute, vol.3, 2007, pp. 3-21.

¹⁷ STEFAN H., *The Beijing Consensus. How China's Authoritarian Model will dominate the 21st Century*, Basic Books, New York, 2007.

est utilisé pour servir un grand dessein stratégique. La question de « l'après-soft power » est ainsi posée dès lors que les dirigeants chinois s'interrogent sur les meilleures stratégies d'influence et d'affirmation de la puissance chinoise sur la scène internationale. Dans les faits, le soft power s'est rapidement mis au service de la stratégie d'influence de la Chine.

Selon le discours officiel de la première moitié des années 2000, l'objectif était double. Il s'agissait d'une part d'utiliser le soft power pour se doter des attributs d'une puissance complète : « l'émergence de la Chine ne dépend pas uniquement du hard power mais aussi du soft power. Une émergence réelle comprend les deux formes de puissance, qui doivent fonctionner de façon complémentaire ».¹⁸

Ainsi, l'une des raisons qui explique la popularité, même relative, du *soft power* en Chine dans les années 1990 est que les idées de Nye interviennent alors que les milieux universitaires et politiques s'interrogent sur la façon de transformer la Chine en une grande puissance, et sur les facteurs constitutifs d'une telle puissance.

Dans ce contexte, « la thèse de Nye qui suggère que les grandes puissances sont celles qui possèdent à la fois le hard power et le soft power, s'est révélée très convaincante aux yeux des analystes chinois ».¹⁹ Deuxièmement, le soft power permettait de mettre en place un « ensemble d'environnements favorables ».²⁰ A la montée en puissance chinoise : un environnement international et régional stable et pacifique, un environnement coopératif basé sur l'égalité et les bénéfices mutuels, un environnement médiatique « objectif et amical ».²¹

Le principe qui consiste à privilégier des moyens autres que le *hard power*, trop coûteux et à l'efficacité douteuse, est largement soutenu à Pékin

¹⁸ HONGHUA M., « An Evaluation of China's Soft Power and Promotion Strategy », in HONGHUA M., *China's Soft Power Strategy*, Zhejiang Renmin Chubanshe, Zhejiang, 2007.

¹⁹ JISI W., « Changement de perspective et de la recherche sur la stratégie internationale de la Chine », dans *China International Strategy Review*, World Knowledge Press Beijing, 2008.

²⁰ MINGJIANG, « China Debates Soft Power », dans *Chinese Journal of International Politics*, vol.2, n°2, 2008, pp.287-308.

²¹ *Ibidem*.

après 2002, et encore plus après 2007. Surtout, il est acquis que le soft power n'entre pas en contradiction avec la recommandation de Deng Xiaoping de rester humble sur la scène internationale et de ne pas chercher à imposer de manière brutale un quelconque modèle.

Consécutivement à l'adoption des réformes, de nombreuses initiatives furent lancées, comme l'ouverture des instituts Confucius, les échanges avec des centres universitaires et culturels²², l'organisation d'« années de la Chine » dans différents pays et, bien entendu, l'accueil d'événements internationaux majeurs, comme les Jeux olympiques à Pékin ou encore l'exposition universelle à Shanghai.²³

Bien que leurs budgets fussent pharaoniques, ces initiatives ne dépassaient pas, le plus souvent, la simple promotion des caractéristiques et des qualités de la Chine manière plus nette par la suite. Depuis quelques années, le soft power n'est plus considéré comme un instrument permettant d'accéder à un statut de grande puissance, mais comme un moyen de faire reconnaître son statut de grande puissance.²⁴ C'est ainsi que Pékin se lança dans une immense opération de séduction, investissant des sommes colossales, en particulier dans les pays en développement, le plus souvent sans exiger de contrepartie. Pour renforcer son prestige, la Chine « mit l'accent sur des relations symboliques et des gestes forts, comme la reconstruction du Parlement du Cambodge ou du ministère des Affaires étrangères du Mozambique ».²⁵

Cet exemple est une illustration, parmi d'autres, des efforts que la Chine est prête à déployer. Dans la pratique, comme en témoigne la carte du monde des instituts Confucius qui se comptent désormais par centaines et

²² JEFFREY G., « The Promotion of Chinese Language Learning and China's Soft Power », dans *Asian Social Science*, vol.4, n°10, 2008, pp.116-122.

²³ ZHONGYING Z., « The Beijing Olympics and China's Soft Power », dans *Brookings Institution*, 04 septembre 2008, disponible sur <http://www.brookings.edu/research/opinions/2008/09/04-olympics-pang>.

²⁴ HONGHUA M., *Op. cit.*

²⁵ YEE-KUANG H., « Mirror, Mirror on the Wall, Who is the Softest of Them All? Evaluating Japanese and Chinese Strategies in the Soft Power Competition Era », dans *International Relations of the Asia-Pacific*, n°10, 2010, pp. 275-304.

sont répartis sur tous les continents, le soft power chinois se veut global ; il s'exerce cependant plus intensément qu'ailleurs dans les pays dits du Sud. On remarque ainsi que des régions comme l'Asie du Sud-Est, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine sont directement concernés, en ce qu'elles bénéficient d'une présence chinoise de plus en plus nette.

L'Asie du Sud-Est est, depuis maintenant plusieurs années, considérée comme le pré carré chinois. C'est à propos de cette région que les premières études sur le soft power chinois et le rayonnement extérieur de Pékin ont commencé à se développer.²⁶

Elle fut même le laboratoire de la mise en place du *soft power* chinois dans les pays du Sud. En plus de liens économiques et commerciaux de plus en plus forts qui garantissent à la Chine de précieux partenaires, l'Asie du Sud-Est est devenue progressivement un lieu de convergences stratégiques, et de reconnaissance du modèle de développement chinois. Les accords de libre-échange avec six pays membres de l'ASEAN entrés en vigueur en janvier 2011 confirment cette tendance.

La nouvelle coopération entre la Chine et l'Afrique s'est quant à elle matérialisée par un premier forum qui réunit, en octobre 2000, près de 80 ministres des Affaires étrangères de 45 pays africains. Le deuxième se déroula en novembre 2003 en Ethiopie et se conclut par l'adoption du Plan d'Action d'Addis-Abeba qui évoque les grandes lignes de cette coopération dans les domaines politique, économique, commercial et social. C'est à l'issue de ces deux forums qu'est née la « Chine Afrique » qui, depuis, s'est considérablement développée.

La Chine a besoin, pour nourrir sa croissance économique, des ressources énergétiques dont regorge le continent africain tandis que ce dernier a besoin des aides chinoises pour se développer.

Un principe donnant-donnant s'impose dès lors. Mais la présence chinoise en Afrique, qui concurrence celle des puissances occidentales, pourrait à terme soulever de multiples problèmes en matière d'ingérence

²⁶ GARRISON J.A., « China's Prudent Cultivation of 'Soft Power' and Implications for U.S. Policy in East Asia », dans *Asian Affairs : an American Review*, vol. 32, n°1, 2005, pp. 25-30.

politique, même si Pékin se refuse pour l'heure à imposer la moindre conditionnalité à son aide, sinon celle qu'on retrouve de manière régulière : ne plus reconnaître diplomatiquement Taiwan, le continent africain étant autrefois un foyer de soutiens diplomatiques à Taipei.²⁷ A ceci se pose une question comment est vue ou ressentie la présence chinoise en Afrique ?

III. PERSPECTIVES DE LA PRESENCE CHINOISE EN AFRIQUE

La présence chinoise en Afrique répond à la fois à des impératifs nationaux à moyen et long terme et à de nombreux intérêts particuliers ; il est donc peu vraisemblable de la voir diminuer. L'accès au continent africain offre de réelles opportunités d'affaires et répond à un intérêt stratégique national. L'approvisionnement en matières premières et en énergie devient pour Pékin une question de sécurité nationale à long terme, un objectif stratégique au-dessus de toute autre considération.

La Chine est le premier consommateur mondial de minerai de fer, de charbon vapeur, de graphite, d'aluminium, de zinc, de cuivre et de nickel, et depuis 2013, de pétrole. Or le continent africain pourrait tout entier être qualifié de « scandale géologique ».²⁸ Le pétrole brut africain, extrait dans dix pays du continent, représente quelque 20% des approvisionnements chinois, mais il s'agit de 2/3 des importations chinoises d'Afrique, soit 40 milliards de dollars sur 63 en 2012. Les minerais de fer, cuivre et platine en représentaient 16%, soit 10 milliards.

Le solde se composait d'autres minéraux (diamant, cobalt, etc.), métaux (chrome, bauxite, etc.) et ressources fossiles (gaz, charbon, etc.). Comme évoqué plus haut, la Chine ne contribue encore que faiblement à l'aide publique au développement, mais elle joue un rôle de premier plan dans le financement de grands projets d'infrastructure sur le continent.

²⁷ HONGYING W. et YEH-CHUNGL., « The Conception of Soft Power and its Policy Implications : a Comparative Study of China and Taiwan », dans *Journal of Contemporary China*, vol. 17, n°56, 2008, pp. 425-447.

²⁸ Le géologue belge Jules Cornet, mort en 1929, avait qualifié de « scandale géologique » la région du Haut Katanga (Congo), où il avait effectué des prospections et découvert la multiplicité et la richesse des minerais qu'on y trouve.

Comme le gouvernement chinois aime à le répéter, ces investissements font partie d'une stratégie « gagnant-gagnant ».

Ces projets permettent aux gouvernements africains de se repenser comme des modernisateurs de leurs pays, et au gouvernement chinois, de soutenir l'internationalisation de certaines entreprises. Car si ce dernier n'a plus guère le pouvoir de contraindre « ses » entreprises, il dispose d'une marge de manœuvre significative dans le choix des projets qu'il décide de financer. Même lorsque ces projets sont formellement portés par des États africains, ce sont souvent de grands groupes chinois qui les préparent et les soutiennent dans l'espoir de pouvoir les réaliser eux-mêmes.

L'Etat chinois conserve donc par ce biais le pouvoir d'influencer l'internationalisation de certaines de « ses » entreprises, mais selon d'autres modalités. En d'autres termes, la nouvelle puissance économique de la Chine a bouleversé en profondeur les sociétés africaines, mais selon des modalités très différentes qui relativisent beaucoup le rôle de l'Etat chinois dans le processus. Alors que les nouvelles filières commerciales contribuent à renouveler les modes de consommation, les nouvelles sources de financement offertes procurent une nouvelle marge de manœuvre aux dirigeants, leur permettant de se projeter dans un après-Consensus de Washington qui renoue avec les rêves postindépendances des années 1960.

L'impressionnant essor économique chinois de ces quinze dernières La présence chinoise en Afrique est condamné à évoluer, vers une plus grande rationalisation des investissements et une prise en compte des facteurs sociaux et environnementaux L'Afrique a besoin de la Chine pour le développement de ses infrastructures.

L'absence de conditionnalités sociales et environnementales permet de réduire les coûts des projets et donne donc un avantage compétitif aux acteurs chinois. Nouvel entrant en Afrique dans les années 2000, la Chine a désormais un bilan. Les accusations de néo-colonialisme, les mouvements de protestations voire de fermetures d'infrastructures portent atteinte aux intérêts chinois dans la région. En décembre 2005, le gouvernement chinois publie son Livre blanc sur « la politique africaine de la Chine », dont il ressort

une stratégie claire, mise en œuvre à travers des actions planifiées : remises de dettes, assistance technique, engagements sur le tourisme et l'investissement, etc.

A terme, l'ambition affichée est de créer une zone de libre-échange sino-africaine. Cette volonté de dialogue entre États, inscrite dans la durée, dépasse la simple logique de marché des entreprises occidentales. Pour cela, la Chine fait jouer les synergies entre l'État, les entreprises et les diasporas, mal décomptées mais estimées entre 500 000 et un million d'habitants à travers les 54 pays d'Afrique. Ce recensement incertain constitue en lui-même le signe que les flux humains sont mal contrôlés par Pékin. Il reste que les firmes chinoises sont soutenues par les relations bilatérales au sommet des États, et que Pékin soutient leur succès commercial, tant par la voie diplomatique que par son contrôle des banques et du financement. Ce sont les entreprises sous tutelle centrale qui déploient le plus gros des efforts d'investissement.²⁹

Ceci est d'autant plus vrai dans le cas de l'Afrique par rapport à d'autres régions.³⁰ La présence chinoise ne saurait se réduire à une politique. Comme le souligne Antoine Kernén³¹, la politique chinoise en Afrique ne peut se résumer à la volonté d'un État monolithique. Cependant, notre analyse se centre sur les entreprises qui restent dépendantes de l'État et dont les projets sont essentiellement financés par les banques d'État, en particulier la China Exim Bank et le China Development Bank.

Comme le met également en exergue Antoine Kernén, c'est bien ce financement qui demeure le lien fondamental de la relation des entreprises à l'État. Par ailleurs, les mouvements de migrants et commerçants se sont combinés à une ambition d'État. Encouragés par la Go Global Policy, ils ont

²⁹ PAIRAULT T., « Les entreprises chinoises sous la tutelle directe du gouvernement illustrées par leur investissement en Afrique », dans *Revue de la régulation*, n°13, printemps 2013, disponible sur <http://regulation.revues.org/10195>. Voir également l'ensemble de ses travaux dans le cadre du séminaire « Présences chinoises en Afrique » de l'EHESS.

³⁰ ALDEN C. D.L. et SOARES de O. R., « China Returns to Africa: Anatomy of an Expansive Engagement », dans *Working Paper*, n°51, 2008.

³¹ KERNEN A., « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine », dans *Politique africaine*, N° 134, 2014/2 pp. 5-19.

fait la force de la progression chinoise sur le continent africain ces vingt dernières années. Or, ces mouvements de population ne sont qu'en partie la conséquence d'incitations politiques.

Entre 500 000 et 1 million de Chinois sont expatriés en Afrique, soit sept fois plus que les Français. Le rythme de croissance de ces communautés est comparable à celui des échanges commerciaux. Les entreprises chinoises sont notamment prédominantes sur le marché de la construction d'infrastructures, enjeu clé de développement du continent africain.

Le transport y est en effet trois fois plus long qu'en Asie et, pour la route, trois à quatre fois plus cher qu'aux Etats-Unis. Ses infrastructures déficientes coûteraient au continent quelque 2% de croissance par an.

Or la Chine s'est imposée en moins de 10 ans dans les infrastructures africaines. De 10% en 2002, elle atteint depuis 2008 près de 40% d'un marché qui, entretemps, a quadruplé.

En effet, l'Afrique d'aujourd'hui est en travaux : les contrats internationaux d'infrastructures dépassaient 60 milliards de dollars en 2012, selon Engineering News Record. Et sur les dix premiers acteurs, représentant 24 milliards de dollars, cinq étaient chinois.

CONCLUSION

La stratégie chinoise en Afrique est donc particulièrement dynamique et joue ouvertement sur un principe de « non-ingérence » qui s'oppose aux choix des puissances occidentales ou du Japon. Toutefois cette stratégie est peut-être fragile sur le long terme.

Le soutien ouvert à des régimes particulièrement discutables, au Soudan ou au Zimbabwe, met la RPC en porte-à-faux avec l'ensemble de la communauté internationale « responsable », et entre donc en contradiction avec le discours officiel de Pékin sur l'émergence pacifique et le rôle de grande puissance intégrée que la Chine prétend occuper. Au niveau économique, la Chine apparaît ainsi comme un véritable concurrent dans des domaines qui sont traditionnellement l'apanage des ex-puissances coloniales.

La Chine et l'Afrique sont comme deux parties complémentaires à l'image du Yin et du yang décrits dans la philosophie chinoise. Si l'Afrique est à l'ombre du développement, la Chine est alors le soleil salvateur qui pourrait lui apporter la lumière.

La grande question qui continue de flotter au bout de toutes les lèvres est de savoir si l'Afrique est prête à recevoir toutes les opportunités mises en place par la diplomatie chinoise, car même dans la complémentarité et le bénéfice mutuel, il semble toujours exister une certaine inégalité. Dans ce contexte à la fois compétitif et coopératif, comment les Africains comptent-ils tirer profit de leurs échanges économiques avec l'étranger ? C'est sûr que le continent va continuer à s'endetter auprès des bailleurs chinois. C'est obligatoire et inévitable.

Néanmoins, cette situation ne durera pas éternellement, car on peut déjà noter un certain ralentissement à ce niveau. Pour une fois, l'Afrique est libre de choisir son propre modèle de développement afin de sortir de la pauvreté, mais si elle n'a aucune stratégie économique et diplomatique à long terme, le danger du surendettement est plus que possible. Dans ce cas, nous risquerions de voir la cigale frapper de nouveau à la porte de la fourmi pour lui demander de l'aide. Et tout le monde sait comment l'histoire se termine dans la fable de La Fontaine. En définitive, cet article s'est juste cantonné à déterminer si la Chine est-elle pour durer en Afrique. La Chine apparaît donc en Afrique comme essentiellement prédatrice, selon le modèle hier mis en œuvre par les puissances coloniales.

La stratégie de Pékin, qui permet aux régimes les plus contestables de la région de reconstituer une économie de rente fondée sur l'exploitation massive des ressources naturelles, sans réel transfert de richesse ou de savoir-faire vers les populations locales, rend, de plus, moins efficaces les éventuelles pressions exercées pour obtenir une amélioration de la gouvernance et une démocratisation des régimes en place.³²

³² BRAUD P.-A., « La Chine en Afrique, anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise », dans *Analysis*, octobre 2005, disponible sur www.iss-eu.org.

A ce titre, la présence chinoise en Afrique, de plus en plus significative dans tous les domaines, dessine aussi les limites de l'intégration de la Chine dans le système international des puissances de l'après-guerre froide.

Il ne fait aucun doute que le continent africain joue un rôle important dans le développement chinois. Il constitue d'abord l'une des clés de sa stratégie de sécurisation énergétique, en lui fournissant des matières premières et des énergies fossiles. Il représente également l'un des grands relais de croissance, pour une économie en mutation vers un modèle de développement plus avancé, et dont certains secteurs de l'industrie lourde trouveront moins de débouchés domestiques dans les années à venir. Dès lors, on peut à bon droit se demander si la présence chinoise en Afrique est appelée à durer, en tout cas à ce rythme elle y est pour longtemps.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALDEN C. D.L. et SOARES de O. R., « China Returns to Africa: Anatomy of an Expansive Engagement », dans *Working Paper*, n°51, 2008.
- Anonyme, « Comments made in 2007 while Michael Sata was leader of the opposition party Patriotic Front, See Telegraph », 29 octobre 2014, disponible sur <http://www.telegraph.co.uk/news/obituaries/11195960/Michael-Sata-obituary.html>.
- BERTONCELLO B. et BREDELOUP S., « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine », dans *Critique internationale*, n°44, 2009.
- BLAÏR D., « Why China is Trying to Colonise Africa », dans *The Telegraph*, 31 août 2007.
- BOURDARIAS F., « Migrants chinois au Mali : une pluralité de mondes sociaux », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°01, 2009.

-
- BRAUD P.-A., « La Chine en Afrique, anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise », dans *Analysis*, octobre 2005, disponible sur www.iss-eu.org.
 - DAVIRON B., « Mobilizing Labour in African Agriculture: the Role of the International Colonial Institute in the Elaboration of a Standard of Colonial Administration, 1895-1930 », dans *Journal of Global History*, vol. 5, n°3, 2010.
 - DAVIRON B., « Mobilizing the African Native Agriculture », Communication au Congress in World and Global History, Dresde, juillet 2008.
 - DITTGEN R., « New Development Cycle through Long-Term Investment? China and the Bélinga Project in Gabon », dans *EchoGéo*, n° 17, juin-août 2011.
 - DOBLER G., « Chinese Shops and the Formation of a Chinese Expatriate Community in Namibia », dans *The China Quarterly*, vol. 199, septembre 2009.
 - DOWNS E., « The Fact and Fiction of Sino-African Energy Relations », dans *China Security*, Vol. 3, n°03, 2007.
 - GARRISON J.A., « China's Prudent Cultivation of 'Soft Power' and Implications for U.S. Policy in East Asia », dans *Asian Affairs : an American Review*, vol. 32, n°1, 2005.
 - HANAUER L. et MORRIS L. J., *Chinese engagement in Africa: Drivers, reactions, and implications for U.S. policy*, Rand Corporation, 2014, http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR500/RR521/RAND_RR521.pdf.
 - HAUGEN H. et CARLING J., « On the Edge of the Chinese Diaspora: The Surge of Baihuo Business in an African City », dans *Ethnic and Racial Studies*, vol. 28, n°4, 2005.
 - HIBOU B., *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Karthala, Paris, 1996.
 - HONGHUA M., *China's Soft Power Strategy*, Zhejiang Renmin Chubanshe, Zhejiang, 2007.

- HONGYING W. et YEH-CHUNG L., « The Conception of Soft Power and its Policy Implications : a Comparative Study of China and Taiwan », dans *Journal of Contemporary China*, vol. 17, n°56, 2008.
- <http://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm#Definition>.
- JEFFREY G., « The Promotion of Chinese Language Learning and China's Soft Power », dans *Asian Social Science*, vol.4, n°10, 2008.
- JISI W., « Changement de perspective et de la recherche sur la stratégie internationale de la Chine », dans *China International Strategy Review*, World Knowledge Press Beijing, 2008.
- JOHNSON S., « Angola à l'heure de la colonisation chinoise », dans *Courrier international*, 16 juin 2011.
- JUNG PARK Y. et YING CHEN A., « Recent Chinese Migrants in Small Towns of PostApartheid South Africa », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°1, 2009.
- KERNEN A., « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine », dans *Politique africaine*, N° 134, 2014/2.
- LE BAIL H., *Les grandes villes chinoises comme espace d'immigration internationale : le cas des entrepreneurs africains*, IFRI, Asie Vision, n°19, Paris, août 2009.
- LIANG W., « China's soft power in Africa: Is economic power sufficient ? », dans *Asian Perspective*, n°36, 2012.
- MA-MUNG E., « Le prolétaire, le commerçant et la diaspora », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n°01, 2009.
- MINGJIANG, « China Debates Soft Power », dans *Chinese Journal of International Politics*, vol.2, n°2, 2008.
- MORISSON J.S., *Assessing China's growing influence in Africa*, World Security Institute, vol.3, 2007.
- PAIRAULT T., « Les entreprises chinoises sous la tutelle directe du gouvernement illustrées par leur investissement en Afrique », dans *Revue de la régulation*, n°13, printemps 2013, disponible sur <http://regulation.revues.org/10195>.
- RICHER P., *L'Offensive chinoise en Afrique*, Karthala, Paris, 2008.

-
- STEFAN H., *The Beijing Consensus. How China's Authoritarian Model will dominate the 21th Century*, Basic Books, New York, 2007.
 - STRANGE A. et al., « China's Development Finance to Africa : A Media-Based Approach to Data Collection », Center for Global Development, dans *Working Paper*, n°323, Washington DC, avril 2013.
 - WILLIAM W.S., « China Puts Space-age Seal on African Role », dans *Financial Times*, 31 janvier 2012, disponible sur <https://www.ft.com/content/86cbd2ba4b60-11e1-a325-00144feabdc0?Mhqje>.
 - www.politiqueinternationale.com/revue/print_article.php?id=1143&id_revue=137&content=texte.
 - YANG Y., « African Traders in Guangzhou, China: Routes, Reasons, Profits, Dreams », Conférence Honk Kong Anthropological Society, 2011, disponible sur <http://www.cuhk.edu.hk/ant/PostgraduateForum2011/Econ/YANGYang.pdf>
 - YEE-KUANG H., « Mirror, Mirror on the Wall, Who is the Softest of Them All? Evaluating Japanese and Chinese Strategies in the Soft Power Competition Era », dans *International Relations of the Asia-Pacific*, n°10, 2010.
 - ZHONGYING Z., « The Beijing Olympics and China's Soft Power », dans *Brookings Institution*, 04 septembre 2008, disponible sur <http://www.brookings.edu/research/opinions/2008/09/04-olympics-pang>.